

Des militants CGT font le coup-de-poing contre la Fédération du BTP Rhône

Villeurbanne. Une soixantaine de militants de la Fédération nationale des salariés de la construction, du bois et de l'ameublement ont investi et dégradé les locaux de la Fédération du BTP. Une action motivée par la prochaine publication des décrets d'application de la loi sur le compte pénibilité.

« C'est passé est barbare. Je suis choqué », a réagi Gilles Courteix, président BTP Rhône, après avoir pu pénétrer dans le bâtiment de la Fédération enfin libéré mercredi un peu avant midi. L'occupation des lieux par des militants CGT de la filière construction bois ameublement, avait débuté après 8 heures. Deux ou trois d'entre eux ont réussi à bloquer la porte d'entrée. Quelques instants après, une soixantaine de militants s'engouffrait dans le bâtiment.

49 au poste

Sur les 61 manifestants, 12 se sont soumis au contrôle d'identité effectué sur place par les services de police à l'issue de l'occupation. Les 49 autres ont été conduits au commissariat de Villeurbanne. Les deux organisateurs ont été auditionnés libres sur des faits de dégradations. Tout le monde est ressorti – le dernier à 15 heures – du commissariat sécurisé par des CRS. La poursuite de l'enquête a été confiée au commissariat de Villeurbanne. L'intervention de la police pour déloger les manifestants, avenue Condorcet, s'est, elle, faite sur réquisition de la Fédération du BTP.

Une quasi-opération commando motivée par la volonté d'obtenir la réouverture des négociations concernant un départ anticipé à la retraite pour les salariés ayant exercé des métiers pénibles. L'heure n'était cependant pas au dialogue. Les manifestants n'ont, en effet, pas demandé à être reçus.

Des dégradations sur le matériel

« Il était 8 heures, nous étions quelques-uns à boire un café lorsque l'occupation a débuté. Comme dans tout groupe, il y avait des sympas et au milieu des voyous. La standardiste a subi des jets d'œufs. Parmi nous, ceux qui avaient leur portable en main ont été menacés. Ils ne voulaient pas qu'on les filme. Après on a fermé nos bureaux et on est sortis », a expliqué un employé qui, comme ses collègues, a attendu sur l'avenue Condorcet la fin des opérations.

Le secteur, lui, était bloqué par la police forte de multiples renforts. Les services de secours étaient eux aussi sur le qui-vive : les manifestants ayant investi le toit du bâtiment où seule une ram-



Photo Robert Bouchisse

« Insoumis »

Des contrôles d'identité ont été réalisés sur place, puis au commissariat de Villeurbanne pour les « insoumis »

barde les protégeait, la crainte d'un accident était grande. Au final, aucun blessé n'est à déplorer, ni avant, ni après l'intervention des CRS.

En revanche, des dégradations sur le matériel informatique et bureautique de la Fédération BTP ont été constatées, engendrant des mesures de chômage tech-

nique pour le personnel. « Quelques œufs et quelques confettis, ne sont pas des dégradations. J'invite les gens de la Fédération qui vivent dans un monde de bisounours dans leurs bureaux, à venir voir les conditions de travail sur les chantiers », a réagi de son côté, Jean-Pascal François, secrétaire fédéral CGT.

En attendant, la Fédération départementale du bâtiment et des travaux publics Rhône, qui abrite également la Fédération régionale du bâtiment et celle des tra-

vaux publics, a annoncé un dépôt de plainte conjoint, et dénoncé « des méthodes scandaleuses et violentes qui vont à l'encontre du dialogue social qui prévaut dans la profession ». Les organisations professionnelles du BTP Rhône ont aussi rappelé leur position concernant la pénibilité, à savoir que « malgré les aménagements apportés, le projet est inapplicable en l'état actuel dans le BTP et particulièrement préjudiciable pour l'emploi ».

Dominique Menvielle

La CGT annonce une radicalisation

Mener une opération coup-de-poing n'est pas une première pour les militants de la Fédération nationale des salariés Construction, Bois et Ameublement (FNSCBA).

Pour faire reconnaître la pénibilité de leurs métiers, la FNSCBA a conduit plusieurs actions cette année. Dont celle du 24 avril à Paris, contre la Fédération française du bâtiment, qui a donné lieu à des poursuites. Le 2 septembre également, des militants CGT sont allés lancer des œufs et repeindre l'immeuble de la FFB.

Ceux qui ont fait le coup de force, mercredi, à Villeurbanne,



■ D'autres actions sont annoncées. Photo Robert Bouchisse

banne, et parmi eux des personnes descendues de la région parisienne, réclament le retrait des poursuites liées à l'action du 24 avril, ainsi que « l'ouverture de réelles négociations

concernant un départ anticipé ».

« On arrive à un moment où il faut remettre les choses à leur place. Depuis 2001, nous revendiquons le départ anticipé. Or, on nous a mis une usine à gaz avec dix critères et un compte pénibilité, et tout a été balayé d'un revers de la main par le gouvernement à cause d'un fort lobbying des patrons du BTP », déplore Jean-Pascal François secrétaire fédéral CGT. Qui, d'ores et déjà, prévient : « Il y aura d'autres actions, et ils le savent. Tout ça s'inscrit dans un processus qui ne demande qu'à se radicaliser. ■

D. M.

« Ce qui s'est passé est barbare »

Gilles Courteix Président BTP Rhône



Ce qui s'est passé est barbare. Je suis choqué. Je trouve ça très violent, surtout à une période où les entrepreneurs se battent pour sauver leurs boîtes, pour conserver leurs salariés.

J'avoue que je ne comprends pas de tels agissements. Nous dialoguons avec nos salariés. Il est toujours possible de discuter. Là ce sont des méthodes qui me choquent. Il s'agit d'actes déconnectés de tout dialogue social.

Actuellement, des négociations sont en cours entre syndicats patronaux et syndicats salariés, sur la pénibilité. Mais jamais ça ne s'est passé comme ça, avec saccage des locaux.

Depuis des années, nous travaillons au bien-être des salariés et à donner une bonne image de nos métiers. Alors, lorsque j'entends comme ce matin, qu'on nous accuse de tuer les gens. Lorsque j'entends qu'on nous traite d'assassins, je suis vraiment choqué, scandalisé.

Aujourd'hui, nous avons 70 personnes qui ne vont pas reprendre le travail tout de suite, alors que la Fédération est au service d'entreprises qui rencontrent des difficultés. Vraiment, ce n'est pas terrible...

Propos recueillis par D. M.